

Une bonne partie des discussions au sujet des politiques du nouveau gouvernement ont porté sur des programmes spécifiques, sur des changements à apporter au Programme énergétique national ou à l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Ces programmes feront effectivement l'objet de changements; nous en communiquerons les détails une fois que nous aurons procédé aux consultations nécessaires avec les gouvernements provinciaux et d'autres groupes canadiens concernés. Plutôt que de spéculer sur ce que nous ferons, je voudrais discuter avec vous du pourquoi de nos actions. Je veux ouvrir un débat, non y mettre un terme. Je veux vous faire part de certaines des hypothèses sur lesquelles je me fonde en tant que ministre du nouveau gouvernement et vous inviter ainsi que d'autres Canadiens à y aller de propositions pratiques qui permettraient au Canada d'exceller - non pas seulement de survivre et encore moins de régresser - dans un monde à la fois transformé et en voie de transformation.

L'attention que nous consacrons à des programmes comme le PEN et FIRA fait ressortir un point d'importance. Je n'ai pas besoin de vous rappeler que les Canadiens qui vivent dans des petites villes comme celles au voisinage du champ pétrolier de Pembina dans l'ouest de l'Alberta ont tendance à mesurer le succès du Programme énergétique national moins en fonction de la publicité télévisée de Pétro-Canada que des pertes d'emplois dans les secteurs de la prospection et des services dans leur propre localité. Il en va de même ailleurs au Canada. Si vous êtes un chargé de développement à Scarborough ou à Longueuil, vous avez tendance à percevoir l'investissement étranger en termes d'emplois et non de souveraineté. Les gens du champ pétrolier de Pembina, de Longueuil ou de Scarborough peuvent avoir tort, mais le 4 septembre ils ont été plutôt catégoriques. Ils estiment que les programmes que je viens de mentionner ne conviennent pas. Non pas pour des motifs étrangers mais pour des motifs proprement canadiens. Et c'est là le point essentiel. Souvent, ces changements influenceront sur nos relations avec d'autres pays, mais il s'agit là d'une conséquence secondaire. Ils ne servent pas efficacement la politique canadienne. Et notre gouvernement a un mandat national - une obligation nationale, à notre avis - de changer les programmes qui n'ont pas fonctionné.

Je voudrais en outre souligner notre engagement vis-à-vis du reste du monde, le monde au-delà des horizons nord-américains. En nous voyant accorder si tôt dans notre mandat la priorité à nos relations avec notre plus important partenaire commercial, on risque de nous accuser de négliger nos autres occasions et obligations dans le monde. Nos actions montreront que cette priorité n'est ni exclusive ni